

Nous consacrons au soutien du revenu 75 p. 100 de nos programmes axés sur le marché du travail, contrairement aux Suédois, par exemple, dont le faible taux de chômage reflète le fait que 75 p. 100 de leurs dépenses axées sur le marché du travail sont consacrées à des mesures de création d'emplois et de recyclage. Pas étonnant que le moral soit si bas chez nous, et que la productivité y soit si faible. Le chômage est une tragédie nationale. Il sape nos énergies. Quand les fondations se lézardent, on dirait que la volonté pour les réparer nous fait défaut.

Nous ne relèverons pas les défis de la mondialisation par un quelconque processus d'évolution. Nous ne deviendrons pas simplement comme les Japonais et les Allemands par un processus de sélection naturelle. Nous n'entrerons pas dans le XXI^e siècle guidés uniquement par une main invisible. Nous n'y entrerons que si nous avons une économie où règne davantage le plein emploi avec le dynamisme correspondant qu'apporte l'emploi.

L'emploi est un élément vital. Il est essentiel pour la contribution de l'individu, pour le moral d'une nation, pour la raison d'être d'un pays.

Honorables sénateurs, je me dis parfois que notre régime électoral actuel est un obstacle qui nous empêche de nous rapprocher du plein emploi. Tous les partis politiques doivent axer davantage leur action sur les problèmes qui se posent pour mettre en place des mécanismes de collaboration au Canada et pour mobiliser le pouvoir du gouvernement afin que l'objectif du plein emploi soit mis à l'ordre du jour. La formation d'une coalition entraînera la coopération en matière économique, ce qui me semble être tout le contraire du climat d'affrontement qui existe en ce moment.

Nous pouvons aussi envisager les moyens de forcer les gouvernements à poursuivre l'objectif du plein emploi comme priorité nationale. Notre acceptation passive du chômage m'inquiète tellement que je me dis parfois que les gouvernements devraient être mis dans l'obligation de s'occuper du chômage, peut-être même au nom de la Charte des droits. Je suis sûr d'une chose: la tolérance politique des arrangements institutionnels qui sont à l'origine de ce drame national doit disparaître.

Évidemment, il n'est pas facile de composer avec les pressions inflationnistes et les menaces tout aussi sérieuses pour notre compétitivité au niveau international. Le gouvernement doit cependant trouver des solutions plus créatives au lieu de tenter de régler le dilemme inflation-chômage à coups de mesures financières et budgétaires sévères. Même si nous devons prévenir la hausse vertigineuse des prix, qui est très manifeste, nous ne devons pas immoler les Canadiens sur l'autel des compressions fanatiques.

Bien des politiques ingénieuses en matière de revenu nous ont été proposées, mais la meilleure façon de préserver le

plein emploi et d'éviter l'inflation est de redonner confiance aux Canadiens. Ceux-ci doivent être convaincus que le gouvernement s'engage à appuyer le plein emploi et à agir dans l'intérêt de la population. Au lieu d'entretenir la rivalité qui oppose actuellement le gouvernement et la société, nous pourrions commencer à rédiger un nouveau contrat social, qui sera à l'origine de notre reconstruction.

Je crois que notre reconstruction sera fondée sur la collaboration et la coopération. Les directives et les décrets arbitraires ne nous aideront pas à accroître notre autonomie, à redonner à notre jeunesse démunie les principaux outils de la productivité, à offrir à nos concitoyens un programme de sécurité du revenu adéquat. Ils ne nous aideront pas à créer une économie axée davantage sur le plein emploi.

Nous vivons à une époque où les gens semblent s'éloigner des institutions nationales et régionales pour se rapprocher de leur communauté. Ce phénomène est particulièrement visible dans ma région. Les gens agissent ainsi pour se protéger, ils se laissent guider par leur instinct de préservation. Ils amorcent de véritables dialogues sur leur identité et leur avenir. Ils discutent de nouveaux concepts de travail. Ils reconnaissent la valeur intrinsèque de la production artisanale, du travail à la maison. Ils déplorent l'incapacité des gouvernements à gérer les deniers publics et à subvenir aux besoins de trop nombreux Canadiens. Ils estiment qu'il existe une meilleure solution que le statu quo pour le Cap-Breton, la Nouvelle-Écosse et toute la région atlantique.

L'avenir même de bon nombre de nos concitoyens fait l'objet de discussions dans nos localités. Il s'agit, je le répète, de simples citoyens canadiens avec qui le gouvernement doit garder contact. Ainsi, les encouragements fiscaux du gouvernement pourraient inciter les gens d'affaires et les milieux syndicaux à créer des fonds d'investissement et à faire des réserves en périodes de prospérité pour répondre aux besoins en périodes difficiles. Il y a même des gens qui estiment qu'on pourrait remplacer la caisse d'assurance-chômage par une caisse de plein emploi qui serait financée par le gouvernement, les entreprises et les syndicats.

C'est sur le mot «emploi», honorables sénateurs, qu'il faut mettre l'accent. C'est la clé du succès pour l'avenir, succès que nous obtiendrons grâce à la confiance, au courage et à la détermination des Canadiens, avec l'aide du gouvernement. Nous n'entretiendrons pas ce courage et cette détermination en faisant la chasse à ceux qui quittent leur emploi et en supposant que les gens sont coupables jusqu'à preuve du contraire, comme c'est le cas dans le projet de loi C-113.

Honorables sénateurs, en conclusion, le gouvernement doit exploiter la sagesse intuitive des Canadiens. Il doit se fier à leur bon sens, car c'est là un de leurs points forts.

Bruce Hutchison avait peut-être raison. Nous ne sommes jamais fourvoyés face à des solutions clairement définies.